

ACTION COLLECTIVE

Appel pour une intervention solidaire de l'Union européenne en Méditerranée

jeudi 3 mars 2011, par [Collectif / Signatures multiples](#) (Date de rédaction antérieure : 3 mars 2011).

Alors que des changements politiques majeurs, annonçant la fin de régimes autoritaires, sont amorcés au sud de la Méditerranée, les gouvernements et les instances de l'Union européenne se montrent avant tout préoccupés de se protéger contre « les flux migratoires incontrôlables » que pourraient entraîner ces bouleversements. Les experts et les services diplomatiques, qui n'ont rien vu venir des mouvements politiques en cours, ne craignent pas aujourd'hui d'affirmer que des milliers de migrants risquent de déferler sur les territoires européens.

L'UE a adopté en 2001 un dispositif dit de « protection temporaire » pour les ressortissants d'Etats qui, victimes d'une catastrophe naturelle, de troubles politiques dans leur pays ou de conflits armés, auraient besoin en urgence de trouver un abri en Europe. Mais « à l'heure actuelle, il n'y a pas de flux de réfugiés en provenance de Libye », s'est empressée d'indiquer la Commission européenne. Dans le même temps elle envoie des patrouilles sur ses frontières maritimes, via Frontex, pour empêcher les réfugiés potentiels, assimilés à des migrants clandestins, de traverser la Méditerranée !

Pendant ce temps, la situation s'aggrave de jour en jour en Libye et à ses frontières. En Tunisie, où affluent des dizaines de milliers de réfugiés, le dispositif est saturé, malgré les efforts déployés par les autorités locales. L'Europe ne peut pas continuer à faire comme si elle n'était pas concernée par le sort des dizaines ou centaines de milliers de personnes qui ont besoin de protection dans les pays actuellement troublés, ni par celui des migrants, originaires de divers autres pays arabes, africains, asiatiques, qui y résident.

Il n'y a pas si longtemps, l'Europe se targuait de déployer « une politique euro-méditerranéenne ». Cette ambition aurait-elle volé en éclat, au moment même où plusieurs des nations potentiellement partenaires de cette « Euro-Méditerranée » sont en voie de devenir des démocraties ?

Nous en appelons solennellement à tous les gouvernements européens, aux instances de l'UE, à tous les partis politiques pour que soient prises, en concertation avec les partenaires du pourtour méditerranéen, les mesures qui s'imposent d'urgence :

- mettre à disposition des avions pour permettre le rapatriement non seulement des nationaux des pays européens mais de tous ceux qui peuvent et veulent rentrer dans leur pays, tels les Égyptiens qui sont actuellement en Tunisie ;
- permettre l'évacuation par air ou par mer, à partir des portions de territoire libyen qui ne sont plus aux mains de Kadhafi, des étrangers bloqués en Libye et dont leurs gouvernements sont dans l'incapacité de les évacuer ;
- prévoir l'accueil, sur le territoire européen, des réfugiés qui ne peuvent rentrer dans leurs pays ;

- mettre en œuvre sans plus attendre le dispositif permettant d'accorder la protection temporaire à tous ceux qui, dans la situation d'urgence où nous sommes, peuvent légitimement s'en prévaloir ;
- mettre un terme aux patrouilles de Frontex qui empêchent l'arrivée des réfugiés par mer.

Il faut cesser de nourrir la peur des populations européennes en brandissant systématiquement le spectre de l' « invasion ». Il faut cesser de considérer comme une priorité d'empêcher l'émigration en provenance de territoires troublés.

Nous refusons cet égoïsme criminel. Nous voulons une Europe de la solidarité et de l'accueil.

Le 3 mars 2011

Organisations signataires :

ACORT (Assemblée Citoyenne des Originaires de Turquie), FR
 AEDH (Association européenne pour la défense des droits de l'Homme)
 Les Alternatifs, FR ; Alternative libertaire, FR
 AMDH (Association Marocaine des Droits Humains), MA
 Anafé (Association nationale pour l'assistance aux frontières des étrangers), FR
 ARCI (Associazione Ricreativa e Culturale Italiana), IT
 ASDHOM (Association de défense des droits de l'homme au Maroc), MA
 ATF-Paris (Association des Tunisiens en France), FR
 ATMF (Association des travailleurs maghrébins en France), FR
 ATTAC, FR
 CAAR (Comité d'aide aux réfugiés), FR
 Cedetim (Centre d'études et d'initiatives de solidarité internationale), FR
 CETRI (Centre tricontinental), BE
 C.I.C.S.TE Arcure Art. 17, FR
 La Cimade, FR
 CIRÉ (Coordination et Initiatives pour et avec les Réfugiés et Étrangers), BE
 CMF (Collectif des musulmans de France), FR
 CNCD-11.11.11 (Centre national de coopération au développement), BE
 Collectif de soutien aux exilés du X^e arrdt de Paris, FR
 Collectif de soutien aux Sans-Papiers de la Côte (Vaud), CH
 Collectif de soutien de l'EHESS aux sans papiers et aux migrant-es, FR
 Collectif de vigilance Paris 12 pour les droits des étrangers, FR
 Collectif Droit de Rester (Lausanne), CH
 Collectif Portugais pour une Pleine Citoyenneté, FR
 Comede (Comité médical pour les exilés), FR
 Comité Dunkerque littoral du MRAP, FR
 Coordination Asile-Migration (Vaud), CH
 CRID (Centre de recherche et d'informations pour le développement), FR
 CRLDHT (Comité pour le Respect des Libertés et des Droits de Homme en Tunisie), FR
 Emmaüs international, FR
 Euromarches (Réseau européen contre le chômage)
 Europe Ecologie Les Verts, FR
 FASE (Fédération pour une Alternative Sociale et Écologique), FR
 FASTI (Fédération des associations de solidarité avec les travailleurs immigrés), FR
 Federación de SOS Racismo, ES
 Fédération de l'Entraide Protestante, FR
 Fédération des PEP, FR

Flandre terre solidaire, FR
Fondation Copernic, FR
FTCR (Fédération des Tunisiens pour une citoyenneté des deux rives), FR
FTDA (France Terre d'Asile), FR
GAS (Groupe Accueil et Solidarité), FR
Gauche Cactus, FR
Gauche unitaire, FR
Gisti (Groupe d'information et de soutien des immigrés), FR
IPAM (Initiatives pour un autre monde), FR
Ligue des droits de l'Homme, FR
Ligue des droits de l'Homme, BE
Migreurop ; Mouvement de la Paix, FR
MRAP (Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples), FR
MRAX (Mouvement contre le rascisme, l'antisémitisme et la Xénophobie), BE
NAGA (Associazione Volontaria di Assistenza Socio-Sanitaria e per i Diritti di Cittadini Stranieri, Milan), IT
Parti de Gauche, FR
REMDH (Réseau euro-méditerranéen des droits de l'homme)
Réseau Féministe « Ruptures », FR
RESF (Réseau Education sans frontières), FR
RéSo, Réformistes & Solidaires, FR
RUSF (Réseau Universités sans frontières) Paris X-Nanterre, FR
SAF (Syndicat des avocats de France), FR
Salam Nord Pas-de-Calais, FR
Solidarité laïque, FR
Syndicat national des journalistes CGT (SNJ-CGT), FR
Terre d'Errance (Norrent-Fontes), FR
Terre des Hommes France, FR
Union syndicale Solidaires, FR
revue Vacarme, FR
